

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL

DES ARRÊTS, AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE DU DÉTROIT
DE CORFOU

(EXCEPTION PRÉLIMINAIRE)

ARRÊT DU 25 MARS 1948

1948

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS

OF

JUDGMENTS, ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

THE CORFU
CHANNEL CASE

(PRELIMINARY OBJECTION)

JUDGMENT OF MARCH 25th, 1948

Le présent arrêt doit être cité comme suit :

« *Affaire du détroit de Corfou, Arrêt sur l'exception préliminaire :*
C. I. J. Recueil 1948, p. 15. »

This Judgment should be cited as follows :

“*Corfu Channel case, Judgment on Preliminary Objection :*
I.C.J. Reports 1948, p. 15.”

N° de vente :
Sales number **6**

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

1948.
Le 25 mars.
Rôle général
n^o 2.

ANNÉE 1948

25 mars 1948.

AFFAIRE DU DÉTROIT DE CORFOU

(EXCEPTION PRÉLIMINAIRE)

Instance introduite par voie de requête sur la prétendue base d'un cas de juridiction obligatoire spécialement prévu dans la Charte des Nations unies (article 36, paragraphe premier, du Statut ; articles 25, 32, 36, paragraphe 3, de la Charte). — Exception préliminaire d'irrecevabilité fondée tant sur l'existence prétendue d'un vice de forme que sur un prétendu défaut de juridiction (articles 40, paragraphe premier, et 36, paragraphe premier, du Statut ; article 32, paragraphe 2, du Règlement). — Juridiction établie sur base d'une acceptation volontaire de la partie citée. — Renonciation à faire valoir une exception d'irrecevabilité. — Forme de l'acceptation de juridiction. — Acceptation par actes séparés et successifs. — Recommandation du Conseil de Sécurité de soumettre un différend à la Cour (article 36, paragraphe 3, de la Charte des Nations unies). — Réserves à l'acceptation de la juridiction.

ARRÊT

Présents : M. GUERRERO, *Président* ; M. BASDEVANT, *Vice-Président* ; MM. ALVAREZ, FABELA, HACKWORTH, WINIARSKI, ZORIČIĆ, DE VISSCHER, sir Arnold McNAIR, M. KLAESTAD, BADAWI PACHA, MM. KRYLOV, READ, HSU MO, AZEVEDO, *juges* ; M. DAXNER, *juge ad hoc*.

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 1948.

March 25th, 1948.

1948.
March 25th.
General List:
No. 2.

THE CORFU
CHANNEL CASE
(PRELIMINARY OBJECTION)

Proceedings instituted by application alleging a case of compulsory jurisdiction specially provided for in Charter of United Nations (Article 36, paragraph 1, of Statute ; Articles 25, 32, 36, paragraph 3, of Charter).—Preliminary Objection to admissibility founded on an alleged procedural irregularity, as well as on alleged want of jurisdiction (Articles 40, paragraph 1, and 36, paragraph 1, of Statute ; Article 32, paragraph 2, of Rules).—Jurisdiction founded on voluntary acceptance by respondent.—Waiver of objection to admissibility.—Form of acceptance of jurisdiction.—Acceptance by Parties by means of separate and successive steps.—Recommendation of Security Council to submit a dispute to the Court (Article 36, paragraph 3, of Charter of United Nations).—Reservations upon acceptance of jurisdiction.

JUDGMENT.

Present : President GUERRERO ; Vice-President BASDEVANT ; Judges ALVAREZ, FABELA, HACKWORTH, WINIARSKI, ZORIČIĆ, DE VISSCHER, Sir Arnold McNAIR, KLAESTAD, BADAWI PASHA, KRYLOV, READ, HSU MO, AZEVEDO ; M. DAXNER, Judge ad hoc.

Dans l'affaire du détroit de Corfou,

entre

le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, représenté par :

M. W. E. Beckett, C. M. G., K. C., jurisconsulte du *Foreign Office*, comme agent, assisté
du très honorable sir Hartley Shawcross, K. C., M. P., *Attorney-General* ;

de M. H. Lauterpacht, professeur de droit international à l'Université de Cambridge ;

de M. C. H. M. Waldock, professeur de droit international à l'Université d'Oxford ;

de M. R. O. Wilberforce,

M. J. Mervyn Jones,

M. M. E. Reed (du Bureau de l'*Attorney-General*), membres du Barreau anglais, comme conseils,

et

le Gouvernement de la République populaire d'Albanie, représenté par :

M. Kahreman Ylli, ministre plénipotentiaire d'Albanie à Paris, comme agent, assisté

de M. Vladimir Vochoč, professeur de droit international à l'Université Charles, à Prague, et

de M. Ivo Lapenna, professeur de droit international à l'Université de Zagreb, comme conseils,

LA COUR,

ainsi composée,

rend l'arrêt suivant :

Par requête, transmise et enregistrée au Greffe de la Cour le 22 mai 1947, conformément à l'article 40, paragraphe 1, du Statut, et à l'article 32, paragraphe 2, du Règlement, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a introduit devant la Cour contre le Gouvernement de la République populaire d'Albanie une instance concernant l'incident survenu dans le détroit de Corfou le 22 octobre 1946, au cours duquel deux contre-torpilleurs britanniques heurtèrent des mines dont l'explosion causa des dommages à ces navires ainsi que de lourdes pertes de vies humaines.

In the Corfu Channel case,

between

the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, represented by :

Mr. W. E. Beckett, C.M.G., K.C., Legal Adviser to the Foreign Office, as Agent, assisted by

The Right Honourable Sir Hartley Shawcross, K.C., M.P., Attorney-General ;

Dr. H. Lauterpacht, Professor of international law in the University of Cambridge ;

Mr. C. H. M. Waldock, Professor of international law in the University of Oxford ;

Mr. R. O. Wilberforce,

Mr. J. Mervyn Jones,

Mr. M. E. Reed (of the Attorney-General's Office), members of the English Bar, as Counsel,

and

the Government of the People's Republic of Albania, represented by :

M. Kahreman Ylli, Minister Plenipotentiary of Albania in Paris, as Agent, assisted by

Professor Vladimir Vochoč, Professor of international law in Charles University at Prague, and

Professor Ivo Lapenna, Professor of international law in the University at Zagreb, as Counsel,

THE COURT,

composed as above,

delivers the following judgment :

By an Application, transmitted to and filed in the Registry of the Court on May 22nd, 1947, under Article 40, paragraph 1, of the Statute, and Article 32, paragraph 2, of the Rules of Court, the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland instituted proceedings before the Court against the Government of the People's Republic of Albania. These proceedings concerned the incident which occurred in the Corfu Channel on October 22nd, 1946, when two British destroyers struck mines, the explosion of which caused damage to these vessels and heavy loss of life.

La requête énonce que l'objet du différend et l'exposé succinct des faits et motifs sur lesquels se fonde la demande du Royaume-Uni figurent dans une note en date du 9 décembre 1946, remise par le Gouvernement du Royaume-Uni au Gouvernement d'Albanie et dont copie est jointe à la requête. Il est exposé dans la requête que « la Cour est compétente en vertu de l'article 36 (1) de son Statut, attendu qu'il s'agit d'un cas spécialement prévu dans la Charte des Nations unies, et ce pour les motifs suivants : a) le Conseil de Sécurité des Nations unies, à l'issue des débats au cours desquels il s'est occupé du différend en vertu de l'article 36 de la Charte, a décidé, par une Résolution, de recommander tant au Gouvernement du Royaume-Uni qu'au Gouvernement albanais de porter le présent différend devant la Cour internationale de Justice ; b) le Gouvernement albanais a accepté l'invitation qui, en vertu de l'article 32 de la Charte, lui avait été adressée par le Conseil de Sécurité de participer à l'examen du différend et il a accepté la condition qu'avait posée le Conseil de Sécurité, lors de l'envoi de son invitation, à savoir que l'Albanie accepterait dans le cas présent toutes les obligations qu'aurait à assumer dans un cas de même ordre un Membre des Nations unies ; c) l'article 25 de la Charte dispose que les Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de Sécurité, conformément à la présente Charte. »

Enfin, la requête énonce la demande du Gouvernement du Royaume-Uni qui est de faire décider par la Cour que le Gouvernement albanais est internationalement responsable des dommages et pertes résultant du fait que deux contre-torpilleurs de la Marine royale ont heurté des mines dans les eaux territoriales albanaises du détroit de Corfou, et de faire fixer par la Cour les réparations ou indemnités dues de ce chef par le Gouvernement albanais.

Par télégramme du 24 janvier 1947, le Gouvernement albanais avait déclaré accepter la décision du Conseil de Sécurité l'invitant, conformément à l'article 32 de la Charte, à participer sans droit de vote aux discussions relatives au différend, à la condition que l'Albanie acceptât, dans le cas présent, toutes les obligations qu'aurait à assumer un Membre des Nations unies dans un tel cas.

La Résolution du Conseil de Sécurité du 9 avril 1947 à laquelle se réfère la requête est ainsi conçue :

« Le Conseil de Sécurité, ayant examiné les déclarations des représentants du Royaume-Uni et de l'Albanie au sujet d'un différend existant entre le Royaume-Uni et l'Albanie à la suite d'un incident survenu le 22 octobre 1946 dans le détroit de Corfou et au cours duquel deux navires britanniques ont été endommagés par des mines, ce qui a fait des morts et des blessés parmi leurs équipages, recommande aux Gouvernements du Royaume-Uni et de l'Albanie de soumettre immédiatement ce différend à la Cour internationale de Justice, conformément aux dispositions du Statut de la Cour. »

It is stated in the Application that the subject of the dispute and the succinct statement of the facts and grounds on which the claim of the United Kingdom is based are to be found in a note dated December 9th, 1946, transmitted by the Government of the United Kingdom to the Albanian Government, a copy of which is attached to the Application. It is alleged in the Application that the Court has jurisdiction "under Article 36 (1) of its Statute as being a matter, which is one specially provided for in the Charter of the United Nations, on the grounds: (a) that the Security Council of the United Nations, at the conclusion of proceedings in which it dealt with the dispute under Article 36 of the Charter, by a Resolution, decided to recommend both the Government of the United Kingdom and the Albanian Government to refer the present dispute to the International Court of Justice; (b) that the Albanian Government accepted the invitation of the Security Council under Article 32 of the Charter to participate in the discussion of the dispute and accepted the condition laid down by the Security Council, when conveying the invitation, that Albania accepts in the present case all the obligations which a Member of the United Nations would have to assume in a similar case; (c) that Article 25 of the Charter provides that the Members of the United Nations agree to accept and carry out the decisions of the Security Council in accordance with the present Charter."

Finally, it is stated in the Application that the purpose of the claim of the Government of the United Kingdom is to secure a decision of the Court that the Albanian Government is internationally responsible for the loss and injury resulting from the fact that two destroyers of the Royal Navy struck mines in Albanian territorial waters in the Corfu Channel, and to have the reparation or compensation due therefor from the Albanian Government determined by the Court.

By a telegram of January 24th, 1947, the Albanian Government accepted the decision of the Security Council inviting it, in accordance with Article 32 of the Charter, to participate, without a vote, in the proceedings with regard to the dispute, on condition that Albania should accept, in the present case, all the obligations which a Member of the United Nations would have to assume in a similar case.

The Resolution of the Security Council of April 9th, 1947, to which the Application refers, is as follows:

"The Security Council having considered statements of representatives of the United Kingdom and Albania concerning a dispute between the United Kingdom and Albania arising out of an incident on 22nd October, 1946, in the Strait of Corfu in which two British ships were damaged by mines with resulting loss of life and injury to their crews recommends that the United Kingdom and Albanian Governments should immediately refer the dispute to the International Court of Justice in accordance with the provisions of the Statute of the Court."

La requête du Gouvernement du Royaume-Uni a été notifiée par le Greffier de la Cour le 22 mai 1947 au Gouvernement albanais, par dépêche télégraphique et par lettre ; le même jour, elle a été transmise au Secrétaire général des Nations unies pour communication conformément à l'article 40, paragraphe 3, du Statut.

Le 23 juin 1947, le Greffier recevait du Gouvernement d'Albanie, à la suite d'une nouvelle démarche auprès de celui-ci, un télégramme accusant réception de la lettre et de la dépêche du 22 mai, et annonçant l'envoi d'une réponse à ces communications.

Le 23 juillet 1947, le Greffier-adjoint recevait des mains de M. Kahreman Ylli, ministre d'Albanie à Paris, une lettre du ministre-adjoint aux Affaires étrangères d'Albanie, en date de Tirana, 2 juillet 1947, qui confirme la réception de la requête et qui, en se référant au contenu de celle-ci, prie le Greffier

« de bien vouloir porter à la connaissance de la Cour ce qui suit :

Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie se voit obligé de constater :

1. Que le Gouvernement britannique, en introduisant l'instance devant la Cour, n'a pas observé la recommandation du Conseil de Sécurité du 9 avril 1947, par laquelle celui-ci recommanda « que les Gouvernements du Royaume-Uni et de l'Albanie soumettent « immédiatement ce différend à la Cour internationale de Justice « conformément aux dispositions du Statut de la Cour ».

Le Gouvernement albanais considère que, d'après le Statut de la Cour, aussi bien que d'après le droit international général, en l'absence de l'acceptation par l'Albanie de l'article 36 du Statut de la Cour et de tout autre texte de droit international par lequel le Gouvernement albanais aurait accepté la juridiction obligatoire de la Cour, le Gouvernement britannique n'a pas pu porter ce différend devant la Cour par voie de citation directe.

2. Il semble que le Gouvernement britannique voudrait justifier ce procédé en invoquant l'article 25 de la Charte des Nations unies.

Il est cependant hors de doute que l'article 25 de la Charte se rapporte uniquement aux décisions du Conseil de Sécurité prises sur la base des dispositions du chapitre VII de la Charte et ne s'applique point aux recommandations du Conseil dans la matière du règlement pacifique des différends, ces recommandations n'ayant pas d'effet obligatoire et par suite ne pouvant pas servir de base au fondement indirect de la compétence obligatoire de la Cour, compétence qui ne peut découler que des déclarations expresses des États parties au Statut de la Cour, faites conformément à l'article 36 (3) du Statut.

3. Le Gouvernement albanais considère que, suivant la recommandation du Conseil de Sécurité du 9 avril 1947, le Gouvernement britannique, avant de saisir la Cour internationale de Justice,

Notice of the Application of the Government of the United Kingdom was given on May 22nd, 1947, by the Registrar of the Court, to the Albanian Government by telegram and by letter. On the same day, the Application was transmitted by the Registrar to the Secretary-General of the United Nations for communication in accordance with Article 40, paragraph 3, of the Statute.

On June 23rd, 1947, the Registrar received from the Albanian Government, following upon a reminder addressed to the latter, a telegram acknowledging receipt of the letter and telegram of May 22nd, and announcing the despatch of a reply to these communications.

On July 23rd, 1947, the Deputy-Registrar received from the hands of M. Kahreman Ylli, Albanian Minister in Paris, a letter from the Deputy-Minister of Foreign Affairs of Albania, dated at Tirana, July 2nd, 1947, which confirmed the receipt of the Application, and, after referring to the contents of that document, requested the Registrar

“to be good enough to bring the following statement to the knowledge of the Court :

The Government of the People's Republic of Albania finds itself obliged to observe :

1. That the Government of the United Kingdom, in instituting proceedings before the Court, has not complied with the recommendation adopted by the Security Council on 9th April, 1947, whereby that body recommended ‘that the United Kingdom and Albanian Governments should immediately refer the dispute to the International Court of Justice in accordance with the provisions of the Statute of the Court’.

The Albanian Government considers that, according both to the Court's Statute and to general international law, in the absence of an acceptance by Albania of Article 36 of the Court's Statute or of any other instrument of international law whereby the Albanian Government might have accepted the compulsory jurisdiction of the Court, the Government of the United Kingdom was not entitled to refer this dispute to the Court by unilateral application.

2. It would appear that the Government of the United Kingdom endeavours to justify this proceeding by invoking Article 25 of the Charter of the United Nations.

There can, however, be no doubt that Article 25 of the Charter relates solely to decisions of the Security Council taken on the basis of the provisions of Chapter VII of the Charter and does not apply to recommendations made by the Council with reference to the pacific settlement of disputes, since such recommendations are not binding and consequently cannot afford an indirect basis for the compulsory jurisdiction of the Court, a jurisdiction which can only ensue from explicit declarations made by States Parties to the Statute of the Court, in accordance with Article 36, 3, of the Statute.

3. The Albanian Government considers that, according to the terms of the Security Council's recommendation of 9th April, 1947, the Government of the United Kingdom, before bringing the case

devait s'entendre avec le Gouvernement albanais sur les conditions dans lesquelles les deux Parties, agissant conformément à la recommandation du Conseil, devraient soumettre leur différend à la Cour.

Il est fondé donc de conclure que le Gouvernement britannique n'a pas agi conformément à la recommandation du Conseil, au Statut de la Cour et aux principes reconnus du droit international.

Dans ces conditions, le Gouvernement albanais serait en droit de considérer que le Gouvernement britannique n'a pas pu saisir valablement la Cour internationale par voie de citation directe, sans compromis préalable avec le Gouvernement albanais.

4. Le Gouvernement albanais, pour ce qui le concerne, accepte pleinement la recommandation du Conseil de Sécurité.

Profondément convaincu dans sa juste cause, résolu de ne négliger aucune opportunité pour témoigner de son dévouement aux principes d'une collaboration amicale entre les nations et du règlement pacifique des différends, il est prêt, malgré cette irrégularité commise par le Gouvernement britannique, à se présenter devant la Cour.

Toutefois, le Gouvernement albanais fait des réserves les plus expresses sur la façon dont le Gouvernement britannique a saisi la Cour en application de la recommandation du Conseil et surtout quant à l'interprétation qu'il a voulu donner de l'article 25 de la Charte, par rapport au caractère obligatoire des recommandations du Conseil de Sécurité. Le Gouvernement albanais désire souligner que son acceptation de la juridiction de la Cour dans l'affaire présente ne peut pas constituer un précédent pour l'avenir.

Par suite, le Gouvernement de la République populaire d'Albanie a l'honneur de vous informer qu'il désigne comme agent, conformément à l'article 35, paragraphe 3, du Règlement, M. Kahreman Ylli, ministre plénipotentiaire d'Albanie à Paris, et comme adresse de service au siège de la Cour la légation de la République fédérative populaire de Yougoslavie à La Haye. »

Copie de la lettre ainsi remise au Greffe par l'agent du Gouvernement de l'Albanie a été transmise, le 24 juillet, à l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni.

Le 31 juillet 1947, le Président de la Cour, celle-ci ne siégeant pas, après s'être renseigné auprès des Parties sur les questions de procédure, a pris une ordonnance s'exprimant ainsi :

« Considérant qu'à la date du 23 juillet 1947 a été déposée au Greffe de la Cour, au nom du Gouvernement de la République populaire d'Albanie, une note, signée du ministre adjoint des Affaires étrangères, en réponse à la requête du Gouvernement du Royaume-Uni ;

Considérant qu'aux termes de cette note le Gouvernement d'Albanie déclare notamment que le Gouvernement du Royaume-Uni, en saisissant la Cour par voie de requête unilatérale, n'a

before the International Court of Justice, should have reached an understanding with the Albanian Government regarding the conditions under which the two Parties, proceeding in conformity with the Council's recommendation, should submit their dispute to the Court.

The Albanian Government is therefore justified in its conclusion that the Government of the United Kingdom has not proceeded in conformity with the Council's recommendation, with the Statute of the Court or with the recognized principles of international law.

In these circumstances, the Albanian Government would be within its rights in holding that the Government of the United Kingdom was not entitled to bring the case before the Court by unilateral application, without first concluding a special agreement with the Albanian Government.

4. The Albanian Government, for its part, fully accepts the recommendation of the Security Council.

Profoundly convinced of the justice of its case, resolved to neglect no opportunity of giving evidence of its devotion to the principles of friendly collaboration between nations and of the pacific settlement of disputes, it is prepared, notwithstanding this irregularity in the action taken by the Government of the United Kingdom, to appear before the Court.

Nevertheless, the Albanian Government makes the most explicit reservations respecting the manner in which the Government of the United Kingdom has brought the case before the Court in application of the Council's recommendations and more especially respecting the interpretation which that Government has sought to place on Article 25 of the Charter with reference to the binding character of the Security Council's recommendations. The Albanian Government wishes to emphasize that its acceptance of the Court's jurisdiction for this case cannot constitute a precedent for the future.

Accordingly, the Government of the People's Republic of Albania has the honour to inform you that it appoints as its Agent, in accordance with Article 35, paragraph 3, of the Rules of Court, M. Kahreman Ylli, Minister Plenipotentiary of Albania in Paris, whose address for service at the seat of the Court is the Legation of the Federal People's Republic of Yugoslavia at The Hague."

A copy of this letter, which had been handed to the Registry by the Agent for the Albanian Government, was transmitted, on July 24th, to the Agent for the Government of the United Kingdom.

On July 31st, 1947, the President of the Court, as the Court was not sitting, made an Order, in which, after ascertaining the views of the Parties with regard to questions of procedure, it was stated :

"Whereas on July 23rd, 1947, a note signed by the Deputy-Minister for Foreign Affairs was filed with the Registry on behalf of the Government of the People's Republic of Albania, in response to the Application of the Government of the United Kingdom ;

Whereas, in this note, the Albanian Government declares *inter alia* that the Government of the United Kingdom, in bringing the case before the Court by unilateral application, has not

pas agi en conformité de la recommandation du Conseil de Sécurité, en date du 9 avril 1947, ni du Statut de la Cour ou des principes reconnus du droit international, et que, partant, le Gouvernement d'Albanie serait en droit de considérer que le Gouvernement du Royaume-Uni n'a pu valablement saisir la Cour sans un compromis préalable avec le Gouvernement d'Albanie ; mais que le Gouvernement d'Albanie, acceptant pleinement pour ce qui le concerne la recommandation du Conseil de Sécurité, est prêt, malgré cette irrégularité et pour témoigner de son dévouement aux principes d'une collaboration amicale entre les nations et du règlement pacifique des différends, à se présenter devant la Cour ;

Considérant que la note précitée notifie la désignation comme agent du Gouvernement d'Albanie de M. Kahreman Ylli, ministre plénipotentiaire d'Albanie à Paris, ainsi que son élection de domicile à La Haye ;

Considérant que, eu égard à la Résolution du Conseil de Sécurité du 9 avril 1947, la note précitée du Gouvernement d'Albanie peut être considérée comme constituant l'acte mentionné à l'article 36 du Règlement de la Cour ; »

Ladite ordonnance fixe les délais suivants : 1^{er} octobre 1947 pour le dépôt du Mémoire du Royaume-Uni, et 10 décembre 1947 pour le dépôt du Contre-Mémoire de l'Albanie.

Le Mémoire du Royaume-Uni, présenté dans le délai prescrit, contient un exposé et des conclusions relatifs aux incidents survenus le 22 octobre 1946 dans le détroit de Corfou, exposé et conclusions où sont développés les points indiqués dans la requête comme constituant la demande du Royaume-Uni.

Dans le délai prévu pour le dépôt du Contre-Mémoire, l'agent du Gouvernement albanais, par un document daté du 1^{er} décembre et enregistré au Greffe le 9 décembre, a présenté une « exception préliminaire de non-recevabilité de la requête », laquelle est exposée comme suit :

« I. En fait :

1) Le Conseil de Sécurité a, par sa Résolution adoptée le 9 avril dernier, recommandé aux Gouvernements du Royaume-Uni et de l'Albanie de soumettre immédiatement le différend existant entre eux, à la suite d'un incident survenu le 22 octobre 1946 dans le détroit de Corfou, à la Cour internationale de Justice, conformément aux dispositions du Statut de la Cour ;

2) contrairement à cette recommandation, le Gouvernement du Royaume-Uni seul et sans aucun accord avec le Gouvernement de l'Albanie, s'est adressé le 13 mai dernier à la Cour. En procédant ainsi unilatéralement, le Gouvernement du Royaume-Uni a introduit devant la Cour une requête ;

3) le Gouvernement albanais a formulé dès le 2 juillet dernier devant la Cour des réserves les plus expresses sur la façon dont

proceeded in conformity with the recommendation of the Security Council of April 9th, 1947, or with the Statute of the Court or the recognized principles of international law, and that, accordingly, the Albanian Government would be within its rights in holding that the Government of the United Kingdom was not entitled to bring the case before the Court without first concluding a special agreement with the Albanian Government, but whereas the Albanian Government, fully accepting for its part the recommendation of the Security Council, is prepared, notwithstanding this irregularity and in evidence of its devotion to the principles of friendly collaboration between nations and of the pacific settlement of disputes, to appear before the Court ;

Whereas the note above mentioned gives notice of the appointment as Agent for the Albanian Government of M. Kahreman Ylli, Minister Plenipotentiary of Albania in Paris, and of his address for service at The Hague ;

Whereas, having regard to the Resolution of the Security Council of April 9th, 1947, the said note of the Albanian Government may be regarded as constituting the document mentioned in Article 36 of the Rules of Court ;”

In the Order, the time-limits were fixed as follows : the 1st October, 1947, for the presentation of the Memorial of the United Kingdom, and the 10th December, 1947, for the presentation of the Counter-Memorial of Albania.

The Memorial of the United Kingdom, presented within the time-limit fixed by the Order, contains statements and submissions with regard to the incidents which occurred on October 22nd, 1946, in the Corfu Channel. These statements and submissions develop the points indicated in the Application as constituting the claim of the United Kingdom.

Within the time-limit fixed for the presentation of the Counter-Memorial, the Agent for the Albanian Government, by a document dated December 1st and filed in the Registry on December 9th, submitted a Preliminary Objection to the Application on the ground of inadmissibility, based upon the following statements :

“I. The facts :

(1) The Security Council, in a Resolution adopted on April 9th last, recommended that the United Kingdom and Albanian Governments should immediately refer the dispute between them arising out of an incident on October 22nd, 1946, in the Strait of Corfu, to the International Court of Justice, in accordance with the provisions of the Statute of the Court ;

(2) contrary to this recommendation, the United Kingdom Government, alone and without any agreement with the Albanian Government, approached the Court on May 13th last. By proceeding thus unilaterally, the Government of the United Kingdom brought an Application before the Court ;

(3) on July 2nd last, the Albanian Government made to the Court most explicit reservations respecting the manner in which

le Gouvernement du Royaume-Uni a saisi la Cour, tout en déclarant être prêt, sous ces réserves, à se présenter devant la Cour ;

4) d'autre part, le Gouvernement albanais, dans sa lettre du 2 juillet dernier adressée à la Cour, a accepté pleinement, pour ce qui le concerne, la recommandation du Conseil de Sécurité du 9 avril dernier et a fait observer que pour soumettre leur différend à la Cour, les deux Gouvernements devaient s'entendre suivant la recommandation du Conseil de Sécurité et conformément aux dispositions du Statut de la Cour.

II. En droit :

1) D'après l'article 36, paragraphe 1, du Statut de la Cour, sa compétence « s'étend à toutes les affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans la Charte des Nations unies ou dans les traités et conventions en vigueur ». D'après l'article 40, paragraphe 1, du Statut, « les affaires sont portées devant la Cour, selon le cas, soit par notification du compromis, soit par une requête... ».

2) Le Gouvernement de l'Albanie n'étant lié par aucun traité et convention en vigueur de soumettre son différend avec le Gouvernement du Royaume-Uni à la Cour, il s'ensuit que, conformément aux dispositions du Statut de la Cour, seules les deux parties à ce différend peuvent valablement le faire.

Si tel est le cas, l'affaire doit être portée devant la Cour par notification du compromis, et non par une requête.

3) Dans la requête du 13 mai dernier, le Gouvernement du Royaume-Uni n'invoque aucun traité et convention et ne prétend non plus que les parties soumettent leur différend à la Cour conformément aux dispositions de son Statut.

Le Gouvernement du Royaume-Uni soutient qu'il « s'agit d'un cas spécialement prévu dans la Charte des Nations unies, et ce pour les motifs suivants : a) le Conseil de Sécurité des Nations unies, à l'issue des débats au cours desquels il s'est occupé du différend en vertu de l'article 36 de la Charte, a décidé, par une Résolution dont copie est jointe en tant qu'annexe 2 à la présente requête, de recommander tant au Gouvernement du Royaume-Uni qu'au Gouvernement albanais de porter le présent différend devant la Cour internationale de Justice ; b) le Gouvernement albanais a accepté l'invitation qui, en vertu de l'article 32 de la Charte, lui avait été adressée par le Conseil de Sécurité de participer à l'examen du différend et il a accepté la condition qu'avait posée le Conseil de Sécurité, lors de l'envoi de son invitation, à savoir que l'Albanie accepterait dans le cas présent toutes les obligations qu'aurait à assumer dans un cas de même ordre un Membre des Nations unies. (Copies de l'invitation envoyée par le Conseil de Sécurité ainsi que de la réponse faite à cette invitation par le Gouvernement albanais figurent en tant qu'annexe 3 à la présente requête) ; c) l'article 25 de la Charte dispose que les Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de Sécurité, conformément à la présente Charte. » (Voir la lettre de l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord du 13 mai 1947.)

the Government of the United Kingdom had brought the case before the Court, but, subject to these reservations, stated that it was prepared to appear before the Court ;

(4) on the other hand, the Albanian Government, in its letter of July 2nd last addressed to the Court, fully accepted the Security Council's recommendation of April 9th last, as far as it was concerned, and observed that, to bring their case before the Court, the two Governments should have reached an understanding in conformity with the Security Council's recommendation and in accordance with the provisions of the Court's Statute.

II. The Law :

(1) According to Article 36, paragraph 1, of the Court's Statute, its jurisdiction 'comprises all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in the Charter of the United Nations or in treaties and conventions in force'. According to Article 40, paragraph 1, of the Statute, 'cases are brought before the Court, as the case may be, either by the notification of the special agreement or by a written application....'.

(2) The Albanian Government not being bound by any treaty or convention in force to submit its dispute with the United Kingdom Government to the Court, it follows that, in accordance with the provisions of the Statute of the Court, only both parties to this dispute can validly do so.

If this is so, the case must be brought before the Court by the notification of the special agreement, and not by an application.

(3) In its Application of May 13th last, the United Kingdom Government invokes no treaty or convention nor does it claim that the parties are submitting their dispute to the Court in accordance with the provisions of the Statute.

The United Kingdom Government maintains that this is a 'matter, which is one specially provided for in the Charter of the United Nations, on the grounds: (a) that the Security Council of the United Nations, at the conclusion of proceedings in which it dealt with the dispute under Article 36 of the Charter, by a Resolution, of which a copy forms Annex 2 to this Application, decided to recommend both the Government of the United Kingdom and the Albanian Government to refer the present dispute to the International Court of Justice; (b) that the Albanian Government accepted the invitation of the Security Council under Article 32 of the Charter to participate in the discussion of the dispute and accepted the condition laid down by the Security Council, when conveying the invitation, that Albania accepts in the present case all the obligations which a Member of the United Nations would have to assume in a similar case. (A copy of the invitation of the Security Council and of the Albanian Government's reply thereto form Annex 3 to the present Application); (c) that Article 25 of the Charter provides that the Members of the United Nations agree to accept and carry out the decisions of the Security Council in accordance with the present Charter.' (See letter from the Agent of the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, dated May 13th, 1947.)

En ce qui concerne ces motifs allégués par le Gouvernement du Royaume-Uni, le Gouvernement de l'Albanie a l'honneur de faire les observations suivantes :

Ad (a) Par sa Résolution du 9 avril dernier, le Conseil de Sécurité n'a fait que recommander « aux Gouvernements du « Royaume-Uni et de l'Albanie » de soumettre, conformément aux dispositions du Statut de la Cour, leur différend à la Cour internationale de Justice.

Une telle recommandation ne saurait constituer *ipso facto* un cas spécialement prévu dans la Charte des Nations unies auquel s'étend la compétence de la Cour. Aucune disposition dans la Charte des Nations unies ne prévoit un tel cas ;

ad (b) En déférant à l'invitation adressée par le Secrétaire général a. i. de l'Organisation des Nations unies le 20 janvier dernier, le Gouvernement de l'Albanie n'a fait qu'accepter « dans le cas « présent toutes les obligations qu'aurait à assumer un Membre « des Nations unies dans un tel cas », au sens de l'article 32 de la Charte.

Étant donné qu'il s'agit d'une recommandation, les obligations ne peuvent pas constituer *ipso facto* un cas spécialement prévu dans la Charte des Nations unies en vue de la compétence obligatoire de la Cour.

Il n'incombe jamais aux Membres des Nations unies, à la suite des droits et des obligations assumés par eux dans la Charte, de se présenter devant la Cour sans d'autre façon de procéder, à savoir sans avoir dûment et expressément accepté sa juridiction conformément aux dispositions de son Statut ;

ad (c) La Résolution adoptée par le Conseil de Sécurité le 9 avril dernier contient une recommandation qui, conformément à la Charte des Nations unies, n'a pas la force obligatoire pour les Gouvernements de l'Albanie et du Royaume-Uni sauf leur consentement et acceptation. En outre, il faut, aux termes mêmes de la Résolution, que les deux Gouvernements procèdent conformément aux dispositions du Statut de la Cour pour pouvoir lui soumettre leur différend.

Ladite Résolution du Conseil de Sécurité ne saurait donc être considérée, conformément à la Charte des Nations unies et aux dispositions du Statut de la Cour, comme une décision du Conseil de Sécurité qui d'une part obligerait les deux parties *ipso facto* et sans autre façon de se présenter devant la Cour internationale de Justice et qui, d'autre part, les autoriserait de s'adresser à la Cour internationale de Justice sans égard aux dispositions de son Statut.

En résumant les observations qui précèdent, le Gouvernement albanais affirme que ni ladite Résolution du 9 avril dernier, ni ladite déclaration du Gouvernement albanais du 20 janvier dernier ainsi que non plus l'article 25 de la Charte, ces actes et dispositions envisagés, soit séparément soit conjointement, ne peuvent être invoqués pour imposer la compétence obligatoire de la Cour au Gouvernement albanais dans le cas d'espèce.

III. Conclusions :

.

As regards these reasons given by the United Kingdom Government, the Albanian Government has the honour to make the following observations :

Ad (a) The Security Council, in its Resolution of April 9th last, only recommended 'the United Kingdom and Albanian Governments' to refer their dispute to the International Court of Justice in accordance with the provisions of the Statute of the Court.

Such a recommendation certainly cannot *ipso facto* constitute a matter specially provided for in the Charter of the United Nations to which the Court's jurisdiction extends. Nothing in the Charter of the United Nations provides for such a case ;

ad (b) In complying with the invitation given by the Secretary-General *ad interim* of the United Nations on January 20th last, the Albanian Government only accepted 'in the present case all the obligations which a Member of the United Nations would have to assume in a similar case', within the meaning of Article 32 of the Charter.

As it was a recommendation, the obligations cannot *ipso facto* constitute a matter specially provided for in the Charter of the United Nations with a view to the Court's compulsory jurisdiction.

As a result of rights and obligations assumed by them in the Charter, Members of the United Nations are never bound to appear before the Court without any other procedure, namely, without having duly and expressly accepted the Court's jurisdiction in conformity with the provisions of its Statute ;

ad (c) The Security Council's Resolution of April 9th last contains a recommendation which, in conformity with the Charter of the United Nations, has no binding force for the Governments of Albania and the United Kingdom without their consent and acceptance. Moreover, according to the very terms of the Resolution, the two Governments must proceed in conformity with the provisions of the Statute of the Court in order that they may submit their dispute to it.

The said Resolution of the Security Council cannot, in conformity with the Charter of the United Nations and with the provisions of the Statute of the Court, be considered to be a decision of the Security Council, such as would on the one hand oblige both parties, *ipso facto* and without any other step, to appear before the International Court of Justice, and such as would, on the other hand, authorize them to approach the International Court of Justice without regard to the provisions of the Statute of the Court.

To sum up the foregoing observations, the Albanian Government asserts that neither the said Resolution of April 9th last, nor the said declaration of the Albanian Government of 20th January last, nor yet Article 25 of the Charter, can, whether taken separately or conjointly, be relied on as imposing the Court's compulsory jurisdiction on the Albanian Government in the present case.

III. Conclusions :

.....

Plaise à la Cour de procéder conformément à l'article 62 du Règlement de la Cour,
de prendre acte que le Gouvernement albanais, en acceptant la recommandation du Conseil de Sécurité, ne s'est obligé que de soumettre le différend précité à la Cour conformément aux dispositions du Statut de la Cour,

et de dire et juger que la requête en date du 13 mai dernier adressée à la Cour par le Gouvernement du Royaume-Uni et mettant en cause le Gouvernement de la République populaire d'Albanie, n'est pas recevable, le Gouvernement du Royaume-Uni ayant introduit ladite requête contrairement aux dispositions de l'article 40, paragraphe 1, et de l'article 36, paragraphe 1, du Statut de la Cour. »

L'exception préliminaire de l'Albanie a été notifiée le 9 décembre à l'agent du Royaume-Uni, puis communiquée, le 11 décembre, aux Membres des Nations unies, conformément aux dispositions de l'article 63 du Statut.

Par ordonnance du 10 décembre 1947, le Président de la Cour, celle-ci ne siégeant pas, a fixé au 20 janvier 1948 le délai pour la présentation, par le Gouvernement du Royaume-Uni, d'un exposé écrit contenant ses observations et conclusions sur l'exception préliminaire.

Cet exposé, daté du 19 janvier 1948 et reçu au Greffe le même jour, fait, sur la base de diverses considérations, valoir ce qui suit :

- « 9.
- a) Ce Gouvernement [le Gouvernement du Royaume-Uni] s'est pleinement conformé à la recommandation par laquelle le Conseil de Sécurité a invité les parties à soumettre immédiatement leur différend à la Cour. Il l'a fait en déposant sa requête du 13 mai 1947, dans laquelle étaient clairement et complètement indiqués l'objet du différend et les parties, conformément à l'article 40 (1) du Statut de la Cour et à l'article 32 (2) du Règlement de la Cour.
 - b) Le Gouvernement d'Albanie, à la suite du dépôt de la requête du Royaume-Uni, a fait savoir, par sa lettre du 2 juillet 1947, qu'il acceptait pleinement la recommandation du Conseil de Sécurité et qu'il était prêt à se présenter devant la Cour et à accepter dans l'espèce la juridiction de celle-ci.
 - c) La lettre du Gouvernement albanais, examinée conjointement avec la Résolution du Conseil de Sécurité, en date du 9 avril 1947, a été considérée par le Président de la Cour comme un document se conformant aux conditions mises par le Conseil de Sécurité à l'accès à la Cour d'États non parties au Statut. (Voir la Résolution du Conseil de Sécurité, en date du 15 octobre 1946, et selon laquelle un État non partie au Statut peut faire une déclaration « de caractère particulier » par laquelle il accepte la juridiction de la Cour pour un seul différend.)
 - d) Dans ces conditions, la compétence permettant à la Cour de rendre l'ordonnance du 31 juillet 1947 et de continuer à connaître du présent différend est pleinement établie. Aux termes de l'article 36 (1) du Statut, la compétence de la Cour

May it please the Court to proceed in conformity with Article 62 of the Rules of Court,

to place on record that, in accepting the Security Council's recommendation, the Albanian Government is only obliged to submit the above-mentioned dispute to the Court in accordance with the provisions of the Statute of the Court,

and to give judgment that the Application of May 13th last addressed to the Court by the Government of the United Kingdom against the Government of the People's Republic of Albania, is inadmissible, the United Kingdom Government having submitted the said Application contrary to the provisions of Article 40, paragraph 1, and of Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court."

The Albanian Preliminary Objection was transmitted, on December 9th, to the Agent for the United Kingdom and was communicated on December 11th to the Members of the United Nations, pursuant to the provisions of Article 63 of the Statute.

By an Order, made on December 10th, 1947, the President of the Court, as the Court was not sitting, fixed January 20th, 1948, as the time-limit for the presentation by the Government of the United Kingdom of a written statement of its observations and submissions in regard to the Preliminary Objection.

This statement, dated January 19th, 1948, and received in the Registry on the same date, contains, in addition to a number of arguments, the following statements and submissions :

"9.

- (a) It [the Government of the United Kingdom] has fully complied with the recommendation of the Security Council immediately to refer the dispute to the Court. It did so in its Application of 13th May, 1947, which fully and clearly indicated the subject of the dispute, and the parties, in accordance with Article 40 (1) of the Statute of the Court and Article 32 (2) of the Rules of Court.
- (b) The Government of Albania, after delivery of the United Kingdom Application, stated in its letter of 2nd July, 1947, that it fully accepted the recommendation of the Security Council, and that it was prepared to appear before the Court and to accept its jurisdiction in this case.
- (c) This Albanian letter, coupled with the Resolution of the Security Council of 9th April, 1947, was accepted by the President of the Court as a document which satisfied the conditions laid down by the Security Council for the appearance before the Court of a State not party to the Statute. (See Resolution of the Security Council of 15th October, 1946, under which a State not party to the Statute may make a 'particular declaration' accepting the jurisdiction of the Court in respect of a particular dispute only.)
- (d) In these circumstances the jurisdiction of the Court to make the Order of 31st July, 1947, and to proceed with the trial of this dispute is fully established. Under Article 36 (1) of the Statute, the jurisdiction of the Court comprises all cases

- s'étend à toutes les affaires que les parties lui soumettront, et il n'y a aucun différend que les États admis à ester devant la Cour ne puissent lui soumettre.... Il est clair que les parties ont soumis à la Cour le différend actuel par les documents ci-dessus mentionnés (à savoir la requête du Royaume-Uni en date du 13 mai 1947 et la lettre du Gouvernement albanais en date du 2 juillet 1947) ; ces deux documents, qu'ils constituent ou non un « compromis », constituent tout au moins un « renvoi « devant la Cour ». Un compromis n'est pas nécessaire....
- e) L'article 40 du Statut se borne à définir la base formelle sur laquelle repose l'instance, dans une affaire où la compétence de la Cour est établie par l'article 36 (1). Rien dans le Statut ni dans le Règlement de la Cour n'interdit d'introduire formellement l'instance par voie de requête, même si la compétence de la Cour est établie, en vertu soit d'un « renvoi devant « la Cour » du différend par les parties, soit d'un « compromis ». En conséquence, le Gouvernement du Royaume-Uni, en introduisant la présente affaire devant la Cour par voie de requête, a, de l'avis de ce Gouvernement, agi correctement....
- f) En outre, un accord est, en fait, intervenu entre les parties : cet accord est constitué par le fait que le Gouvernement du Royaume-Uni a, ainsi qu'il ressort de sa requête du 13 mai 1947, accepté la compétence de la Cour, en exécution de la Résolution du Conseil de Sécurité en date du 9 avril 1947, et que le Gouvernement de l'Albanie a ensuite, dans sa lettre du 2 juillet 1947, reconnu la compétence de la Cour et accepté de soumettre à celle-ci — sous réserve de la manière de voir du Gouvernement albanais relativement à l'interprétation de l'article 25 de la Charte — les questions litigieuses exposées dans la requête. Cet accord, qui contient pleinement l'essentiel d'un « compromis », est entièrement conforme à l'article 40 du Statut....
- g) Même si — ce qui est contesté par le Gouvernement britannique — la méthode adoptée pour introduire la présente instance comportait une irrégularité quelconque de forme, cette irrégularité a été réparée, parce que le Gouvernement albanais, par sa lettre du 2 juillet 1947, a renoncé à toute objection éventuelle et a admis la compétence de la Cour. A une irrégularité, quant à la manière dont une affaire est introduite, les événements ultérieurs peuvent porter remède....
- h) Ayant admis la compétence de la Cour, le Gouvernement albanais ne peut ultérieurement retirer son consentement....
- i) L'ordonnance rendue par le Président de la Cour, à la date du 31 juillet 1947, s'est évidemment fondée sur l'acceptation nette de la compétence de la Cour, par le Gouvernement albanais, ce qui, en fait, était le cas. Il n'appartient plus au Gouvernement albanais de rouvrir la question de compétence.

12. Étant données les circonstances mentionnées ci-dessus, circonstances qui, de l'avis du Gouvernement du Royaume-Uni, démontrent clairement que l'Albanie a accepté la compétence de la Cour, le Gouvernement du Royaume-Uni n'a pas, dans ses présentes Observations, exposé d'arguments quant à l'applicabilité de l'article 25 de la Charte. Mais ce Gouvernement doit se réserver le droit d'invoquer, s'il y a lieu, à l'appui de la compétence de la Cour en l'espèce, les motifs énoncés dans sa requête initiale. »

which the parties refer to it, and there is no dispute which States entitled to appear before the Court cannot refer to it.... The parties have clearly referred the present dispute by the above-mentioned documents (namely, the United Kingdom Application of 13th May, 1947, and the Albanian letter of 2nd July, 1947), which, whether or not they constitute a 'special agreement', at least constitute a 'reference'. A special agreement is not necessary....

- (e) Article 40 of the Statute merely defines the formal basis for action by the Court in a case where jurisdiction is established by Article 36 (1). There is nothing in the Statute or the Rules of Court which prevents the proceedings being formally instituted by application, even though the jurisdiction of the Court is established by a 'reference' by the parties or by a 'special agreement'. Accordingly the Government of the United Kingdom, in bringing this matter before the Court by application, has, it is submitted, proceeded correctly....
- (f) Further, there has been, in fact, an agreement between the parties constituted by the acceptance of the jurisdiction on the part of the Government of the United Kingdom in compliance with the Resolution of the Security Council of 9th April, 1947 (as evidenced by its Application of 13th May, 1947), followed by an acceptance of the jurisdiction on the part of the Government of Albania in its letter of 2nd July, 1947, to refer (without prejudice to the Albanian Government's view as to the interpretation of Article 25 of the Charter) to the Court the issues defined in the Application. This agreement possesses all the essentials of a 'special agreement' and conforms fully with Article 40 of the Statute....
- (g) Even if (which is not admitted) there was any formal irregularity in the mode of the commencement of the present proceedings, this irregularity has been cured, because the Albanian Government by its letter of 2nd July, 1947, has waived any possible objection and has consented to the jurisdiction of the Court. An irregularity in the manner in which a case is introduced may be cured by subsequent events....
- (h) Having once consented to the jurisdiction, the Albanian Government cannot afterwards withdraw its consent....
- (i) The President's Order of 31st July, 1947, clearly proceeded upon the basis that the Albanian Government had definitely accepted the jurisdiction, as was, in fact, the case. It is not competent for the Albanian Government to reopen the question of jurisdiction.

12. In view of the circumstances above referred to, which constitute, in the submission of the Government of the United Kingdom, a clear acceptance by Albania of the jurisdiction of the Court, the Government of the United Kingdom has not, in these Observations, set forth arguments on the applicability of Article 25 of the Charter. However, the Government of the United Kingdom must reserve the right, if necessary, to invoke the jurisdiction of the Court on the grounds set forth in its original Application."

En conclusion, le Gouvernement du Royaume Uni

« demande à la Cour :

- a) de rejeter l'exception préliminaire soulevée par le Gouvernement albanais,
- b) d'inviter le Gouvernement albanais à se conformer à l'ordonnance rendue le 31 juillet 1947 par le Président de la Cour et à déposer, sans autre délai, un Contre-Mémoire portant sur le fond du différend. »

La Cour ne comptant pas sur le siège de juge de nationalité albanaise, le Gouvernement de l'Albanie s'est prévalu du droit prévu à l'article 31, paragraphe 2, du Statut, et a désigné comme juge *ad hoc* M. Igor Daxner, Dr en droit, président de chambre à la Cour suprême de Tchécoslovaquie.

Au cours des audiences publiques, tenues les 26, 27 et 28 février, et les 1^{er}, 2 et 5 mars 1948, la Cour a entendu, pour l'Albanie, M. Kahreman Ylli, agent, et M. Vochoč, conseil, et pour le Royaume-Uni, M. W. E. Beckett, agent, et sir Hartley Shawcross, conseil. Interrogé par le Président avant la clôture des débats, l'agent du Gouvernement albanais a déclaré que les conclusions formulées dans l'exception préliminaire de l'Albanie du 9 décembre 1947 étaient finales; semblable déclaration a été faite au nom de l'agent du Gouvernement du Royaume-Uni en ce qui concerne les conclusions des Observations du Royaume-Uni du 19 janvier 1948.

Des documents justificatifs ont été déposés, en annexe à la requête et au Mémoire du Gouvernement du Royaume-Uni, à l'exception préliminaire du Gouvernement albanais et aux Observations du Gouvernement du Royaume-Uni sur cette exception, ainsi qu'en vue de la procédure orale¹.

C'est en cet état de la procédure que la Cour est appelée à statuer sur l'exception préliminaire présentée au nom du Gouvernement de la République populaire d'Albanie.

* * *

Dans ses conclusions écrites qu'il a confirmées verbalement à l'audience du 5 mars 1948, le Gouvernement albanais a demandé à la Cour

« de prendre acte que le Gouvernement albanais, en acceptant la recommandation du Conseil de Sécurité, ne s'est obligé que de soumettre le différend précité à la Cour conformément aux dispositions du Statut de la Cour »,

et

« de dire et juger que la requête, en date du 13 mai dernier, adressée à la Cour par le Gouvernement du Royaume-Uni et mettant en cause

¹ Voir bordereau à l'annexe.

In conclusion, the Government of the United Kingdom

“submits to the Court :—

- (a) that the preliminary objection submitted by the Government of Albania should be dismissed,
- (b) that the Government of Albania should be directed to comply with the terms of the President's Order of 31st July, 1947, and to deliver a Counter-Memorial on the merits of the dispute without further delay.”

As the Court did not have upon the Bench a judge of Albanian nationality, the Albanian Government availed itself of the right provided by Article 31, paragraph 2, of the Statute, and designated Dr. Igor Daxner, President of a Chamber of the Supreme Court of Czechoslovakia, as judge *ad hoc*.

In the course of public sittings, held on February 26th, 27th and 28th, and on March 1st, 2nd and 5th, 1948, the Court heard oral arguments on behalf of the respective parties : M. Kahreman Ylli, Agent, and Professor Vochoč, Counsel, for Albania ; and Mr. W. E. Beckett, Agent, and Sir Hartley Shawcross, Counsel, for the United Kingdom. On being questioned by the President before the close of the hearing, the Agent for the Albanian Government declared that the submissions presented in the Albanian Preliminary Objection of December 9th, 1947, were final submissions ; a similar declaration was made on behalf of the Agent for the Government of the United Kingdom with regard to the submissions in the Observations of the United Kingdom of January 19th, 1948.

Documents in support were filed as annexes to the Application and Memorial of the United Kingdom Government, to the Preliminary Objection of the Albanian Government and to the Observations of the United Kingdom Government in regard to this Preliminary Objection, as well as in view of the oral proceedings¹.

The above being the state of the proceedings, the Court must now adjudicate upon the Preliminary Objection raised on behalf of the Government of the People's Republic of Albania.

* * *

In the written submissions, which it confirmed orally at the hearing on March 5th, 1948, the Albanian Government requests the Court

“to place on record that the Albanian Government, in accepting the Security Council's recommendation, is only obliged to submit the above-mentioned dispute to the Court in accordance with the provisions of the Statute of the Court”,

and

“to give judgment that the Application of May 13th last, addressed to the Court by the Government of the United Kingdom against the

¹ See list in Annex.

le Gouvernement de la République populaire d'Albanie, n'est pas recevable, le Gouvernement du Royaume-Uni ayant introduit ladite requête contrairement aux dispositions de l'article 40, paragraphe premier, et de l'article 36, paragraphe premier, du Statut de la Cour ».

La première conclusion se réfère à la Résolution en date du 9 avril 1947, par laquelle le Conseil de Sécurité a recommandé « aux Gouvernements du Royaume-Uni et de l'Albanie de soumettre immédiatement ce différend à la Cour internationale de Justice, conformément aux dispositions du Statut de la Cour ». Le Gouvernement albanais a accepté cette recommandation, et, sur la base de cette acceptation, reconnaît son obligation de soumettre le différend à la Cour conformément aux dispositions du Statut. Il est exact que ladite obligation ne pouvait être mise à exécution que conformément aux dispositions du Statut. En donnant acte de ce fait au Gouvernement albanais, la Cour relève que ce Gouvernement a contracté ultérieurement d'autres engagements dont la date et la portée exacte seront établies plus loin.

La deuxième conclusion du Gouvernement albanais, contredite par le Gouvernement du Royaume-Uni, se présente comme une exception d'irrecevabilité de la requête. Toutefois, la pensée du Gouvernement albanais est restée assez imprécise à cet égard. En se référant, dans ses conclusions, à l'article 40, paragraphe premier, du Statut de la Cour, le Gouvernement albanais semble ne viser qu'un vice de forme qui résulterait du fait que l'instance principale a été introduite par voie de requête au lieu de l'être par la voie du compromis préalable. Mais le Gouvernement albanais s'y réfère également à l'article 36, paragraphe premier, du Statut, disposition qui concerne exclusivement la juridiction de la Cour ; et les critiques que, dans le corps de l'exception, il adresse à la requête du Royaume-Uni s'attachent à un prétendu défaut de juridiction obligatoire aussi bien qu'à la recevabilité de la requête en la forme.

Cette argumentation peut s'expliquer par le lien que le Gouvernement du Royaume-Uni, de son côté, avait établi entre l'introduction de l'instance par voie de requête et l'existence prétendue par lui, en l'espèce, d'un cas de juridiction obligatoire.

A l'appui de sa requête, le Gouvernement du Royaume-Uni a invoqué certaines dispositions de la Charte des Nations unies et du Statut de la Cour pour établir l'existence, en l'espèce, d'un cas de juridiction obligatoire. La Cour estime n'avoir pas à prendre position sur ce point, attendu que, comme il va être dit, la lettre du 2 juillet 1947, adressée par le Gouvernement albanais à la Cour, constitue une acceptation volontaire de sa juridiction.

La lettre du 2 juillet 1947, malgré la réserve qu'elle énonce et dont la portée exacte sera examinée plus loin, lève toute difficulté

Government of the People's Republic of Albania, is inadmissible, the Government of the United Kingdom having submitted the said Application contrary to the provisions of Article 40, paragraph 1, and Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court".

The first submission relates to the Resolution of April 9th, 1947, in which the Security Council recommended "that the United Kingdom and Albanian Governments should immediately refer this dispute to the International Court of Justice in accordance with the provisions of the Statute of the Court". The Albanian Government accepted this recommendation and on the basis of its acceptance recognizes its obligation to refer the dispute to the Court in accordance with the provisions of the Statute. It is true that this obligation could only be fulfilled in accordance with the provisions of the Statute. In recognizing this fact in accordance with the request of the Albanian Government, the Court points out that that Government subsequently contracted other engagements, the date and exact scope of which will be established later.

The second submission of the Albanian Government, which is disputed by the Government of the United Kingdom, appears to constitute an objection on the ground of the inadmissibility of the Application. The intention of the Albanian Government, however, seems to be somewhat lacking in precision in this respect. When it refers, in its submissions, to Article 40, paragraph 1, of the Statute of the Court, the Albanian Government appears merely to have in mind a procedural irregularity resulting from the fact that the main proceedings were instituted by means of an application instead of by a special agreement concluded beforehand. The Albanian Government, however, also refers to Article 36, paragraph 1, of the Statute, a provision which relates exclusively to the jurisdiction of the Court; and the criticisms which are directed against the Application of the United Kingdom in the text of the Preliminary Objection, relate to an alleged lack of compulsory jurisdiction as well as to the formal admissibility of the Application.

This argument may be explained by the connexion which the United Kingdom Government, for its part, had made between the institution of proceedings by application and the existence, alleged by it in this case, of compulsory jurisdiction.

In support of its Application, the Government of the United Kingdom invoked certain provisions of the Charter of the United Nations and of the Statute of the Court to establish the existence of a case of compulsory jurisdiction. The Court does not consider that it needs to express an opinion on this point, since, as will be pointed out, the letter of July 2nd, 1947, addressed by the Albanian Government to the Court, constitutes a voluntary acceptance of its jurisdiction.

The letter of July 2nd, 1947, in spite of the reservation stated therein, the exact scope of which will be considered later, removes

tant sur la question de la recevabilité de la requête que sur celle de la juridiction de la Cour.

Sur le premier point, le Gouvernement albanais, tout en énonçant d'une part qu'il « serait en droit de considérer que le Gouvernement britannique n'a pas pu saisir valablement la Cour internationale par voie de citation directe, sans compromis préalable avec le Gouvernement albanais », déclare d'autre part qu'« il est prêt, malgré cette irrégularité commise par le Gouvernement britannique à se présenter devant la Cour ». Ce langage du Gouvernement albanais ne peut s'entendre que comme une renonciation à faire valoir ultérieurement une exception d'irrecevabilité fondée sur un prétendu vice de forme de la requête.

La lettre du 2 juillet 1947 n'est pas moins décisive sur la question de la juridiction de la Cour. Non seulement le Gouvernement albanais, qui avait déjà assumé certaines obligations envers le Conseil de Sécurité, par télégramme du 24 janvier 1947, déclare dans la lettre qu'il « accepte pleinement la recommandation du Conseil de Sécurité » tendant à soumettre le différend à la Cour conformément aux dispositions du Statut de celle-ci, mais, après s'être dit « profondément convaincu dans sa juste cause », il y accepte, en termes précis, « la juridiction de la Cour dans l'affaire présente ». La lettre du 2 juillet comporte donc, de l'avis de la Cour, une acceptation volontaire, indiscutable, de la juridiction de la Cour.

Alors que le consentement des parties confère juridiction à la Cour, ni le Statut ni le Règlement n'exigent que ce consentement s'exprime dans une forme déterminée.

La thèse albanaise selon laquelle la requête serait irrecevable comme ayant été introduite contrairement aux dispositions de l'article 40, paragraphe premier, et de l'article 36, paragraphe premier, du Statut de la Cour, repose essentiellement sur le postulat que la voie de la requête n'aurait place que dans le domaine de la juridiction obligatoire, la voie du compromis étant seule ouverte hors de ce domaine.

C'est là une pure affirmation qui ne trouve de fondement ni dans l'un ni dans l'autre des textes invoqués. L'article 32, paragraphe 2, du Règlement, en n'exigeant pas impérativement, mais seulement « autant que possible », la mention, dans la requête, de la disposition par laquelle le requérant prétend établir la compétence de la Cour, paraît bien impliquer, par lui-même et par les considérations qui ont inspiré sa rédaction, que la voie de la requête n'est pas exclusivement réservée au domaine de la juridiction obligatoire.

En recourant à la voie de la requête, le Gouvernement du Royaume-Uni a fourni au Gouvernement de l'Albanie l'occasion

all difficulties concerning the question of the admissibility of the Application and the question of the jurisdiction of the Court.

With respect to the first point, the Albanian Government, while declaring on the one hand that it "would be within its rights in holding that the Government of the United Kingdom was not entitled to bring the case before the International Court by unilateral application, without first concluding a special agreement with the Albanian Government", states, on the other hand, that "it is prepared, notwithstanding this irregularity in the action taken by the Government of the United Kingdom, to appear before the Court". This language used by the Albanian Government cannot be understood otherwise than as a waiver of the right subsequently to raise an objection directed against the admissibility of the Application founded on the alleged procedural irregularity of that instrument.

The letter of July 2nd, 1947, is no less decisive as regards the question of the Court's jurisdiction. Not only does the Albanian Government, which had already assumed certain obligations towards the Security Council by its telegram of January 24th, 1947, declare in that letter that it "fully accepts the recommendation of the Security Council" to the effect that the dispute should be referred to the Court in accordance with the provisions of the Court's Statute, but, after stating that it is "profoundly convinced of the justice of its case", it accepts in precise terms "the jurisdiction of the Court for this case". The letter of July 2nd, therefore, in the opinion of the Court, constitutes a voluntary and indisputable acceptance of the Court's jurisdiction.

While the consent of the parties confers jurisdiction on the Court, neither the Statute nor the Rules require that this consent should be expressed in any particular form.

The Albanian contention that the Application cannot be entertained because it has been filed contrary to the provisions of Article 40, paragraph 1, and of Article 36, paragraph 1, of the Court's Statute, is essentially founded on the assumption that the institution of proceedings by application is only possible where compulsory jurisdiction exists and that, where it does not, proceedings can only be instituted by special agreement.

This is a mere assertion which is not justified by either of the texts cited. Article 32, paragraph 2, of the Rules does not require the Applicant, as an absolute necessity, but only "as far as possible", to specify in the application the provision on which he founds the jurisdiction of the Court. It clearly implies, both by its actual terms and by the reasons underlying it, that the institution of proceedings by application is not exclusively reserved for the domain of compulsory jurisdiction.

In submitting the case by means of an Application, the Government of the United Kingdom gave the Albanian Government the

d'accepter la juridiction de la Cour ; cette acceptation a été donnée dans la lettre du Gouvernement albanais du 2 juillet 1947.

Du reste, une telle action séparée correspondait aux positions respectives des parties dans une procédure où, en fait, il y a un demandeur, le Gouvernement du Royaume-Uni, et un défendeur, le Gouvernement de l'Albanie.

Au surplus, rien ne s'oppose à ce que, comme dans le cas présent, l'acceptation de la juridiction, au lieu de se réaliser conjointement, par un compromis préalable, se fasse par deux actes séparés et successifs. Ainsi que l'a dit la Cour permanente de Justice internationale dans son Arrêt n° 12 en date du 26 avril 1928, page 23 : « L'acceptation, par un État, de la juridiction de la Cour dans un cas particulier, n'est pas, selon le Statut, soumise à l'observation de certaines formes, comme, par exemple, l'établissement d'un compromis formel préalable. »

On a cherché à argumenter en sens contraire du texte de la recommandation du Conseil de Sécurité. Mais, d'une part, si cette recommandation indique bien que l'introduction de l'instance devant la Cour exige l'action des parties, elle ne spécifie pas que cette action devait être conjointe ; d'autre part, il appartient aux textes gouvernant le fonctionnement de la Cour de déterminer comment celle-ci doit être saisie, ainsi qu'il est énoncé dans la recommandation du Conseil de Sécurité.

La Cour ne peut tenir pour irrégulière une voie qui n'est exclue par aucun texte.

Il reste à examiner la portée de la réserve formulée dans la lettre du 2 juillet 1947. Cette réserve est ainsi conçue : « Toutefois, le Gouvernement albanais fait des réserves les plus expresses sur la façon dont le Gouvernement britannique a saisi la Cour en application de la recommandation du Conseil de Sécurité, et surtout quant à l'interprétation qu'il a voulu donner de l'article 25 de la Charte, par rapport au caractère obligatoire des recommandations du Conseil de Sécurité. Le Gouvernement albanais désire souligner que son acceptation de la juridiction de la Cour dans l'affaire présente ne peut pas constituer un précédent pour l'avenir. »

Cette réserve est l'unique limitation apportée, par le Gouvernement albanais, tant à son acceptation de la juridiction de la Cour qu'à sa renonciation à toute exception d'irrecevabilité. Il appartient à la Cour d'interpréter la lettre du 2 juillet 1947 avec force de droit entre les parties. Or, il est manifeste que la réserve qu'elle énonce ne vise qu'à maintenir un principe et à empêcher la création d'un précédent pour l'avenir. C'est non pour la présente instance, mais afin de réserver sa complète liberté de décision pour l'avenir, que le Gouvernement albanais fait ses réserves tant sur la façon dont le Gouvernement du Royaume-Uni a saisi la Cour que sur l'inter-

opportunity of accepting the jurisdiction of the Court. This acceptance was given in the Albanian Government's letter of July 2nd, 1947.

Besides, separate action of this kind was in keeping with the respective positions of the parties in proceedings where there is in fact a claimant, the United Kingdom, and a defendant, Albania.

Furthermore, there is nothing to prevent the acceptance of jurisdiction, as in the present case, from being effected by two separate and successive acts, instead of jointly and beforehand by a special agreement. As the Permanent Court of International Justice has said in its Judgment No. 12, of April 26th, 1928, page 23: "The acceptance by a State of the Court's jurisdiction in a particular case is not, under the Statute, subordinated to the observance of certain forms, such as, for instance, the previous conclusion of a special agreement."

The Security Council's recommendation has been relied upon to support opposite conclusions. But, in the first place, though this recommendation clearly indicates that the bringing of the case before the Court requires action on the part of the parties, it does not specify that this action must be taken jointly, and, in the second place, the method of submitting the case to the Court is regulated by the texts governing the working of the Court as was pointed out by the Security Council in its recommendation.

The Court cannot therefore hold to be irregular a proceeding which is not precluded by any provision in these texts.

The scope of the reservation formulated in the letter of July 2nd, 1947, has still to be considered. The reservation is as follows: "Nevertheless, the Albanian Government makes the most explicit reservations respecting the manner in which the Government of the United Kingdom has brought the case before the Court in application of the Security Council's recommendation and more especially respecting the interpretation which that Government has sought to place on Article 25 of the Charter with reference to the binding character of the Security Council's recommendations. The Albanian Government wishes to emphasize that its acceptance of the Court's jurisdiction for this case cannot constitute a precedent for the future."

This reservation is the only limit set by the Albanian Government either to its acceptance of the Court's jurisdiction, or to its abandonment of any objection to the admissibility of the proceedings. It is for the Court to decide, with binding force as between the parties, what is the interpretation of the letter of July 2nd, 1947. It is clear that the reservation contained in the letter is intended only to maintain a principle and to prevent the establishment of a precedent as regards the future. The Albanian Government makes its reservations—both as to the manner in which the United Kingdom Government has instituted

prétation que ce Gouvernement a voulu donner de l'article 25 de la Charte en vue d'établir une juridiction obligatoire de la Cour. Il est bien clair qu'aucun précédent ne pourrait se concevoir si la lettre ne comportait l'acceptation, en l'espèce, de la juridiction de la Cour pour statuer sur le fond.

La réserve contenue dans la lettre du 2 juillet 1947 ne permettait donc pas au Gouvernement albanais de faire valoir ultérieurement une exception préliminaire fondée sur un vice de forme, ni davantage de contester par la suite la juridiction de la Cour pour statuer sur le fond.

PAR CES MOTIFS,

et tout en prenant acte de la déclaration contenue dans la première conclusion du Gouvernement albanais, mais sous l'expresse réserve des obligations que ce Gouvernement a assumées par sa lettre du 2 juillet 1947,

LA COUR,

par quinze voix contre une,

1) rejette l'exception préliminaire présentée par le Gouvernement albanais le 9 décembre 1947 ;

2) décide que la procédure sur le fond sera poursuivie et fixe comme suit les délais pour le dépôt des pièces ultérieures :

a) pour le Contre-Mémoire du Gouvernement albanais, le mardi 15 juin 1948 ;

b) pour la Réplique du Gouvernement du Royaume-Uni, le lundi 2 août 1948 ;

c) pour la Duplique du Gouvernement albanais, le lundi 20 septembre 1948.

Le présent arrêt a été rédigé en français et en anglais, le texte français faisant foi.

the proceedings, and as to the interpretation which that Government claimed to give to Article 25 of the Charter with a view to establishing the Court's compulsory jurisdiction—not for the purposes of the present proceedings, but in order to retain complete freedom of decision in the future. It is clear that no question of a precedent could arise unless the letter signified in the present case the acceptance of the Court's jurisdiction on the merits.

The reservation in the letter of July 2nd, 1947, therefore does not enable Albania to raise a preliminary objection based on an irregularity of procedure, or to dispute thereafter the Court's jurisdiction on the merits.

FOR THESE REASONS,

while placing on record the declaration contained in the first submission of the Albanian Government, but subject to the explicit reservation of the obligations assumed by that Government in its letter of July 2nd, 1947,

THE COURT,

by fifteen votes against one,

(1) rejects the Preliminary Objection submitted by the Albanian Government on December 9th, 1947 ;

(2) decides that proceedings on the merits shall continue and fixes the time-limits for the filing of subsequent pleadings as follows :

- (a) for the Counter-Memorial of the Albanian Government, Tuesday, June 15th, 1948 ;
- (b) for the Reply of the United Kingdom Government, Monday, August 2nd, 1948 ;
- (c) for the Rejoinder of the Albanian Government, Monday, September 20th, 1948.

The present judgment has been drafted in French and English, the French text being authoritative.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-cinq mars mil neuf cent quarante-huit, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement de la République populaire d'Albanie et au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Le Président de la Cour :

(Signé) J. G. GUERRERO.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) EDVARD HAMBRO.

MM. BASDEVANT, ALVAREZ, WINIARSKI, ZORIČIĆ, DE VISSCHER, BADAWI PACHA, M. KRYLOV, tout en souscrivant à l'arrêt de la Cour, se prévalent du droit que leur confère l'article 57 du Statut, et joignent audit arrêt l'exposé de leur opinion individuelle.

M. DAXNER, juge *ad hoc*, déclarant ne pas pouvoir se rallier à l'arrêt de la Cour et se prévalant du droit que lui confère l'article 57 du Statut, joint audit arrêt l'exposé de son opinion individuelle.

(Paraphé) J. G. G.

(Paraphé) E. H.

Done at the Peace Palace, The Hague, this twenty-fifth day of March, one thousand nine hundred and forty-eight, in three copies, one of which shall be placed in the archives of the Court and the others delivered to the Governments of the People's Republic of Albania and of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland respectively.

(Signed) J. G. GUERRERO,

President.

(Signed) EDVARD HAMBRO,

Registrar.

Judges BASDEVANT, ALVAREZ, WINIARSKI, ZORIČIĆ, DE VISSCHER, BADAWI PASHA, KRYLOV, whilst concurring in the judgment of the Court, have availed themselves of the right conferred on them by Article 57 of the Statute and appended to the judgment a statement of their separate opinion.

M. DAXNER, Judge *ad hoc*, declaring that he is unable to concur in the judgment of the Court, has availed himself of the right conferred on him by Article 57 of the Statute and appended to the judgment a statement of his separate opinion.

(Initialled) J. G. G.

(Initialled) E. H.

ANNEXE

BORDEREAU DES DOCUMENTS SOUMIS A LA COUR

I. — PIÈCES DÉPOSÉES AU NOM DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI.

A. — *Au cours de la procédure écrite :*

1. Carte de l'Amirauté n° 206, indiquant le détroit de Corfou.
2. Section de la carte allemande montrant le placement des mines.
(Cette carte, qui a été saisie par les Alliés, indique le chenal du nord de Corfou, la position des mines qui y avaient été posées par les Puissances de l'Âxe ; la carte originale a été déposée au Greffe.)
3. Accord international conclu le 22 novembre 1945 entre les Gouvernements du Royaume-Uni, de la France, de l'U. R. S. S. et des États-Unis et instituant les Comités de déminage.
4. Affidavit du fonctionnaire de l'Amirauté, chargé des expéditions, attestant l'envoi à l'Albanie des cartes Médri.
5. Section de la carte index Médri indiquant le chenal déminé du nord de Corfou et la route internationale établie dans ce chenal, et brochures Médri destinées à être utilisées avec la carte index.
(Un exemplaire unique de la carte tout entière et des brochures complètes numérotées 5, 9 et 12 ont été déposées au Greffe.)
6. Correspondance diplomatique échangée entre le Gouvernement du Royaume-Uni et l'Albanie au sujet du droit de naviguer dans le détroit de Corfou.
7. Calques de l'Amirauté indiquant le chenal déminé du nord de Corfou, la position et la route des navires *Orion*, *Superb*, *Leander*, *Saumarez* et *Mauritius*, lors de leur passage par le détroit du nord de Corfou, les 15 mai 1946 et 22 octobre 1946.
8. Photographies des navires *Saumarez* (en-dessous de la ligne de flottaison) et *Volage* (avec l'avant emporté) prises peu de temps après l'explosion du 22 octobre 1946.
9. Calque de l'Amirauté indiquant la position des navires britanniques au moment de l'explosion.
10. Rapport sur les dommages causés au navire *Saumarez*.
11. Rapport sur les dommages causés au navire *Volage*.
12. Liste des marins tués et indication des pensions, etc., à verser aux ayants droit.
13. Liste des marins blessés et exposé des dépenses, pensions, etc.
14. Exposé du coût des réparations à faire au navire *Volage* et du coût de remplacement du navire *Saumarez*.
15. Procès-verbaux des Comités de déminage.
16. Rapports du capitaine Mestre.

(Il y a eu deux rapports, l'un et l'autre en français. Le motif pour lequel deux rapports furent présentés est que le capitaine Mestre

ANNEX.

LIST OF DOCUMENTS SUBMITTED TO THE COURT.

I.—ANNEXES DEPOSITED BY THE GOVERNMENT
OF THE UNITED KINGDOM.A.—*In the course of the written proceedings :*

1. Admiralty Chart No. 206 showing the Corfu Strait.
2. Section of German Mine Information Chart.
(This is a chart which was captured by the Allies showing the North Corfu Channel and the position of mines laid by the Axis there, and the original chart has been filed with the Registry.)
3. International Agreement between the Governments of the United Kingdom, France, U.S.S.R. and the United States, setting up the Mine Clearance Boards and dated 22nd November, 1945.
4. Affidavit by despatch clerk at the Admiralty proving despatch of Medri Charts to Albania.
5. Section of Medri Index Chart showing North Corfu swept channel and the international highway established therein together with Medri pamphlets for use with the Index Chart.
(A single copy of the entire Chart and of the complete pamphlets numbered 5, 9 and 12 have been filed with Registry.)
6. Diplomatic correspondence between the Government of the United Kingdom and Albania regarding the right of navigation in the Strait of Corfu.
7. Admiralty tracings showing the North Corfu swept channel and the position and tracks of H.M. ships *Orion*, *Superb*, *Leander*, *Saumarez* and *Mauritius*, passing through the North Corfu Channel on 15th May, 1946, and on 22nd October, 1946.
8. Photographs of H.M.S. *Saumarez* (below water line) and *Volage* (bows blown off) taken shortly after the explosion on 22nd October, 1946.
9. Admiralty tracing showing position of H.M.'s ships at the time of the explosion.
10. Report on damage to H.M.S. *Saumarez*.
11. Report on damage to H.M.S. *Volage*.
12. List of sailors killed with statement of pensions, etc., payable to dependants.
13. List of sailors injured with statement of expenses, pensions, etc.
14. Statement of cost of repairs to the *Volage* and cost of replacement of the *Saumarez*.
15. Minutes of Mine Clearance Boards.
16. Reports of Capitaine Mestre.
(There were two reports, both in French. The reason why there were two reports was because Capitaine Mestre wished to make

- désirait apporter certaines corrections dans son second rapport à certaines allégations faites par lui dans son premier rapport.)
17. Rapports sur l'opération « Retail ». (Opération de déminage du 13 novembre 1946.)
 18. Carte montrant la position dans laquelle furent trouvées les mines, le 13 novembre 1946.
 19. Photographies des mines.
 20. Rapport sur les mines examinées à l'Institut spécial de l'Amirauté, Leigh Park House, Hants.
 21. Carte montrant les défenses de Saranda.
 22. Affidavit du capitaine marchand Bargellini relatif à l'incident du 29 octobre 1946 qui s'est passé pour les chalands de l'U. N. R. R. A.
 23. Documents et comptes rendus des séances du Conseil de Sécurité, etc., relatifs au différend.
 24. Lettre adressée par le ministre adjoint des Affaires étrangères de la République populaire d'Albanie au Greffier de la Cour à la date du 2 juillet 1947 [jointe en annexe aux Observations et Conclusions du Royaume-Uni du 19 janvier 1948].

B. — *Au cours de la procédure orale :*

- I. Divers extraits des procès-verbaux du Conseil de Sécurité (2^{me} année) et du Comité du Conseil de Sécurité chargé d'étudier l'admission de nouveaux membres (16^{me}, 17^{me} et 18^{me} Séances, 1947).
- II. — PIÈCES DÉPOSÉES AU NOM DU GOUVERNEMENT D'ALBANIE.

A. — *Au cours de la procédure écrite :*

1. Résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies adoptée le 9 avril 1947.
2. Télégramme du Secrétaire général *ad interim* au Président du Conseil des ministres de la République populaire d'Albanie en date du 20 janvier 1947, et réponse en date du 24 janvier 1947.

B. — *Au cours de la procédure orale :*

1. Extraits de la publication : *Documents de la Conférence des Nations unies sur l'Organisation internationale*, San-Francisco, 1945 (photolithographie des documents originaux), vol. XI, XII, XIII et XIV.
2. Extraits de la publication : *Cour permanente de Justice internationale. Comité consultatif de Juristes. Procès-verbaux des séances du Comité, 16 juin — 24 juillet 1920*, avec annexes. La Haye, 1920.
3. Extrait de la publication : *Société des Nations. Rapport à la Deuxième Assemblée sur l'œuvre du Conseil et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de la Première Assemblée*. A. 9. 1921, Genève, le 18 août 1921.
4. Extrait de la publication : *Report to the President of the results of the San Francisco Conference by the Chairman of the United Nations Delegation, the Secretary of State*, June 26, 1945. Department of State Publication 2349, Conference Series 71.

- certain corrections in his second report of certain statements which he had made in his first report.)
17. Reports on Operation "Retail".
(The minesweeping operation of 13th November, 1946.)
 18. Chart showing position in which mines were found on 13th November, 1946.
 19. Photographs of the mines.
 20. Report on mines examined at Admiralty Mining Establishment, Leigh Park House, Hants.
 21. Chart showing the defences of Saranda.
 22. Affidavit of Skipper Bargellini regarding the incident of U.N.R.R.A. barges on 29th October, 1946.
 23. Documents and records of the Security Council, etc., relative to the dispute.
 24. Letter from the Deputy-Minister for Foreign Affairs of the People's Republic of Albania to the Registrar of the Court, dated July 2nd, 1947 [attached as annex to the Observations and Submissions of the Government of the United Kingdom of January 19th, 1948].

B.—*During the oral proceedings :*

- I. Several extracts from the Records of the Security Council (Second Year) and of the Security Council Committee on the Admission of New Members (16th, 17th and 18th Meetings, 1947).

II.—ANNEXES DEPOSITED BY THE ALBANIAN GOVERNMENT.

A.—*During the written proceedings :*

- I. Resolution of the Security Council of the United Nations adopted on April 9th, 1947.
2. Cable from the Acting Secretary-General to the President of the Council of Ministers of the People's Republic of Albania dated 20th January, 1947, and reply dated 24th January, 1947.

B.—*During the oral proceedings :*

- I. Extracts from the publication : *Documents of the United Nations Conference on International Organization*, San Francisco, 1945, photo-lithoprinted from original documents, Vol. XI, XII, XIII and XIV.
2. Extracts from the publication : *Permanent Court of International Justice. Advisory Committee of Jurists. Procès-verbaux of the proceedings of the Committee, June 16th—July 24th, 1920*, with annexes. The Hague, 1920.
3. Extract from the publication : *League of Nations. Report to the Second Assembly of the League on the Work of the Council and on the Measures taken to execute the decisions of the First Assembly*. A. 9. 1921, Geneva, 18th August, 1921.
4. Extract from the publication : *Report to the President of the results of the San Francisco Conference by the Chairman of the United Nations Delegation, the Secretary of State, June 26, 1945*. Department of State Publication 2349, Conference Series 71.

5. Extrait de la publication : *Department of External Affairs, Conference Series 1945, No. 2, Report on the United Nations Conference on International Organization held at San Francisco, 25th April—26th June, 1945*, Ottawa.
6. Extraits de la publication : *Hearing before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, seventy-ninth Congress, First Session, on the Charter of the United Nations for the maintenance of international peace and security, submitted by the President of the United States on July 2, 1945 (Unrevised), July 10, 1945*. Printed for the use of the Committee on Foreign Relations. (United States, Government Printing Office, Washington : 1945).
7. Extrait de l'article *The Jurisdiction of the Security Council over Disputes* (American Journal of International Law, Volume 40, No. 3, juillet 1946), par Clyde Eagleton, Professeur à l'Université de New-York, Expert de la Délégation des États-Unis d'Amérique à la Conférence de San-Francisco.
8. Extraits de la publication : *Documents of the United Nations Conference on International Organization*, San Francisco, 1945. Photolithoprinted from original documents, published in cooperation with the Library of Congress by United Nations Information Organizations, 1945, London—New-York, Vol. XI.
9. Extrait de la publication : *Republica de Chile, Ministerio de la Externe : Chile y la Conferencia de San Francisco*, Santiago, MCMXLV.
10. Extrait de la publication : *Actes de la Première Assemblée, Séance des Commissions*, Genève, 1920. Procès-verbaux des Séances de la Troisième Commission (Cour permanente de Justice internationale). Cinquième séance, 8 décembre 1920.
11. Extrait de la publication : *Société des Nations, Actes de la Première Assemblée : Séance des Commissions I*, Genève, 1920.
12. Extrait de la publication : *Cour permanente de Justice internationale, Série D, Actes et Documents relatifs à l'Organisation de la Cour*.

Addendum au n° 2.

Revision du Règlement de la Cour.

13. Extrait de la publication : *Académie de Droit international, Recueil des Cours*, 1932, I, tome 39 de la Collection.
« Les questions d'intérêt général au point de vue juridique de la jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale », par W. E. Beckett, Conseiller juridique au *Foreign Office*.
14. Extrait de la publication : *Cour permanente de Justice internationale. Série D. Actes et Documents relatifs à l'Organisation de la Cour. Troisième Addendum au n° 2 : Préparation du Règlement du 11 mars 1936*. Leyde, 1936.

5. Extract from the publication: *Department of External Affairs, Conference Series 1945, No. 2, Report on the United Nations Conference on International Organization held at San Francisco, 25th April—26th June, 1945*, Ottawa.
6. Extracts from the publication: *Hearing before the Committee on Foreign Relations, United States Senate, Seventy-ninth Congress First Session, on the Charter of the United Nations for the maintenance of international peace and security, submitted by the President of the United States on July 2, 1945 (Unrevised), July 10, 1945*. Printed for the use of the Committee on Foreign Relations. (United States Government Printing Office, Washington: 1945.)
7. Extract from the article *The Jurisdiction of the Security Council over Disputes* (American Journal of International Law, Volume 40, No. 3, July, 1946), by Clyde Eagleton, Professor of New York University, Expert of the Delegation of United States of America to the San Francisco Conference.
8. Extracts from the publication: *Documents of the United Nations Conference on International Organization*, San Francisco, 1945. Photo-lithoprinted from original documents, published in cooperation with the Library of Congress by United Nations Information Organizations, 1945, London—New York, Vol. XI.
9. Extract from the Publication: Republic of Chile, Ministry for External Affairs: Chile and the San Francisco Conference, Santiago, MCMXLV.
10. Extract from the publication: *The Records of the First Assembly, Meetings of the Committees*, Geneva, 1920. Minutes of the Meetings of the Third Committee (Permanent Court of International Justice). Fifth Meeting, 8 December 1920.
11. Extract from the publication: *League of Nations, The Records of the First Assembly: Meeting of Committee I*, Geneva, 1920.
12. Extract from the publication: *Permanent Court of International Justice, Series D, Acts and Documents concerning the Organization, of the Court*.
 Addendum to No. 2.
 Revision of the Rules of Court.
13. Extract from the publication: *The British Yearbook of International Law, 1930*, Oxford.
Decisions of the Permanent Court of International Justice on Points of Law and Procedure of General Application, by W. E. Beckett, M.A., Formerly Fellow of All Souls College, Oxford. (Legal Adviser to the Foreign Office.)
14. Extract from the publication: *Permanent Court of International Justice. Series D. Acts and Documents concerning the Organization of the Court. Third Addendum to No. 2: Elaboration of the Rules of Court of March 11th, 1936*. Leyden, 1936.